



SOCOAC-BENI
(Solidarité Coopérative Agricole du Congo)
08. AV.Madiata, cellule Ntoni, Q. Kalinda,
Commune Mulekera
Ville de Beni.
E-mail : socoacasbl@gmail.com

« Appuyer l'agriculteur c'est nourrir la Nation »

SOLIDARITE COOPERATIVE AGRICOLE DU CONGO

RAPPORT D'ÉVALUATION MULTISECTORIELLE DES BESOINS DES POPULATIONS DEPLACÉES ET FAMILLES D'ACCUEIL DANS LA ZONE DE MUTWANGA, SECTEUR DE RUWENZORI DANS LE TERRITOIRE DE BENI AFFECTÉ PAR LES CONFLITS ARMÉS AU NORD-KIVU, CITE DE BULONGO, MWENDA, LUME ET KASINDI

Date de l'évaluation : Du 23 au 24 Janvier 2020

Mise en jour le 21 février 2020

Date du rapport : 25 Février 2020

Pour plus d'information,

Contactez : Janvier Baderha : +243990690929 ou Augustin Masimengo : +243 994047624
Socoacasbl@gmail.com et/ou socoacgoma@gmail.com

1 Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

Nature de la crise :	• Conflit ✓ <u>Mouvements de population</u> • Epidémie • Crise nutritionnelle		• Catastrophe naturelle • Crises électorales • Autre
Date du début de la crise :	septembre à décembre 2019	Date de confirmation de l'alerte :	Octobre 2019
Code EH-tools	Référence EH tools : 3217		
Si conflit :			
Description du conflit	Depuis le 1er novembre 2019 les déplacés en provenance du secteur Mbau Beni (localités Mbau, Mavivi, Mangboko, Mantumbi, Oicha, Mukoko, Mayimoya, Kokola, Eringeti, Baoba, ...), de la ville de Beni (quartiers Boikene, Rwangoma, Paidi, ...) et de la chefferie de Watalinga (localités Kamango, Ndama, Kikingi, Bundiguya, Matholu, Kombo, Bahumu, Gogo, Lubano, ...) a affluer vers la commune rurale de Bulongo et ses environs. Ceux-ci fuyaient les multiples exactions commises par les présumés ADF contre la population civile mais aussi les opérations des FARDC contre ces présumés ADF qui sont en cours en ville tout comme dans le territoire de Beni.		

En décembre 2019, un groupe des Mai-mai sous commandement était venu s'installer à Kisima consécutivement à un pillage des biens suivi des cas d'enlèvement de la population autochtone par des présumés ADF.

Ces évènements avaient provoqué le déplacement des populations vers la commune rurale de Bulongo. Suite à la crise économique et à la période culturale, ces ménages vivent difficilement par le FFW (Food for Work) fréquemment mal rémunéré.

Les familles déplacées qui malheureusement après avoir perdu leurs moyens de subsistance se trouvent aujourd'hui dans une situation humanitaire inquiétante et les familles d'accueil montrent leur limite dans la prise en charge de ces dernières.

Cette situation s'accroît avec la dernière attaque (incursion) du village d'Halungupa la nuit du 17 au 18 février 2020.

En trois mois, soit d'octobre à Décembre 2019, selon les statistiques des comités des déplacés contactés dans la zone et l'exploitation des fiches d'enregistrement d'arrivée de ces ménages déplacés, **8501 Ménages** sont arrivés dans ces trois derniers mois de l'an 2019, soit **(environ 42502 personnes)** en moyenne de 5 personnes par ménage qui vient d'être accentuée par les derniers mouvements suite à l'attaque du village de Halungupa et Kikingi.

Ainsi dans l'objectif de mobiliser les fonds d'assistance pour cette population victime des affrontements en répétition, par plusieurs déplacements et pertes de vies humaines et/ou de leurs moyens de subsistance, **LA SOLIDARITE COOPERATIVE AGRICOLE DU CONGO en sigle SOCOAC** a effectué cette évaluation rapide multisectorielle approfondie des besoins humanitaires dans cette zone de santé de Mutwanga en secteur de Ruwenzori en Territoire de Beni en vue d'envisager un appel de fonds pour une assistance humanitaire aux personnes ou aux ménages qui seront dans une vulnérabilité sévère. Cette évaluation a permis à SOCOAC de ressortir la vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire et vivres, aux AME, à l'abri, à l'éducation, à la santé, à l'eau, hygiène et assainissement, à la protection, à la dégradation des moyens de subsistance des communautés dans cette zone évaluée.

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

Différentes vagues de déplacement depuis SEPTEMBRE 2019						
Aire de Santee	Date	Déplacés à cause de cette crise	Autochtones	Provenance	Cause	%
PREMIERE VAGUE SEPTEMBRE A DECEMBRE 2019						
BULONGO	Octobre à Décembre 2019	1345(6725 personnes)	RAS	Beni, Oicha, Kokola, Erinqueti, Lubero, Matumbi et, mamove	Incursion adf et affrontement FARC et mai mai	

LUBIRIHA	Septembre 2019	3077 Ménages (15385 Personnes)	RAS	Beni, Oicha, Kokola, Erinqueti, Lubero, Matumbi, mamove et Rushuru	Incursion adf , mai mai et fdlr	
	Octobre 2019	647 Ménages (3235Personnes)	RAS	Batalinga, Beni ville, Oicha	Incursion adf	
	Novembre à Décembre 2019	375Ménages (1875 Personnes)	RAS	Oicha, Beni, Mandumbi, Batalinga	Incursion adf	
MUTWANGA	Novembre à Décembre 2019	263 Ménages (1315 Personnes)		Oicha, Beni, Mandumbi, Batalinga	Incursion adf	
MWENDA	septembre 2019	423 ménages (2115 personnes)	RAS	Beni, Oicha, Kipese	Incursion adf, maimai	
	Octobre 2019	724 Ménages (3620 personnes)	RAS	Oicha, beni	incursion adf	
	Novembre à Décembre	474Ménages (2370 personnes)	RAS	Oicha, Beni, Batalinga	incursion adf	
Sous total1		6633 Ménages (environ 31850 personnes)		RAS		
DEUXIEME VAGUE DE JANVIER A FEVRIER 2020						
LUBIRIHA	Février 2020	178 Ménages (895 personnes)	RAS	Halungupa, kilya Makisabo	Incursion des ADF	
BULONGO	Février 2020	1153 Ménages (5765 personnes)	RAS	Halungupa, kilya Makisabo et kikingi		
MUTWANGA	Février 2020	537 Ménages (2658 Personnes)	RAS	Halungupa, kilya Makisabo		
Sous Total 2		1868 (Ménages environ 3575 Personnes)				
Total General		8501(Ménages environ 42502 personnes)				

NB : Suite à l'absence d'effectif de la population autochtone, nous n'arrivons pas à trouver le pourcentage pour chaque localité et/ou village

Indiquer la référence de la source d'information démographique, la période et le responsable (organisation/structure) de collecte de ces données.

N°	NOM ET POST- NOM	CONTACTS	FONCTION
01	MUINDO ISE ARNORD	0994150251	Délégué du gouverneur
02	PALUKU MUKULUMBA	0974234818	Président des déplacés
03	PALUKU KASALI EMMANUEL	0990133232	Sec. Comite des déplacés
04	MUHINDO SYA SAMY	0990556992	AGIS/AS Bulongo
05	CLAUDINE	0974056422	IT/AS Kitokolil
06	PALUKU MWIRAUNO JB	0990262221	IT/AS Bulongo
07	KAKULE SYAPA	0970260000	COGEP Bulongo
08	THEMBO SILULEYA	0994985532	
09	THEMBO MWALIKIRWA KIHANGIRA	0998845188	Informateur
10	MUMBERE KIKUNZURA Israël	0990368060	Informateur

<i>Dégradations subies dans la zone de départ/retour</i>	Dans les zones de provenance pour ces ménages déplacés, l'on rapporte des cas des Pillages des bétails, des vivres, des destructions méchantes des habitations, des infrastructures sociales de base, occupation des champs par les présumés ADF/Nalu et aussi des cas des tueries des civils, viols et d'enlèvements lors ce que ces derniers cherchent à aller s'approvisionner dans leurs milieux de provenance. Lors de la fuite vers les zones jugées sécurisées, l'on rapporte des cas des ravissements des biens et production du champ par les forces négatives, l'accès dans les milieux de provenance est très difficile. Cette situation semble avoir restreint la liberté de mouvement à l'endroit des populations craignant les atrocités dans leurs villages. En milieu d'accueil, l'on note le non accès à l'éducation pour les enfants déplacés, l'accès difficile à l'eau de boisson et au logement/ l'abri, le non accès aux vivres et aux sources des revenus au sein des ménages. Dans les villages évaluer l'agriculture est possible, on y cultive le manioc, maïs, le haricot, l'arachide, et autres. C'est dans la partie productive que vivaient la majeure partie des déplacés. Le déplacement est arrivé quand la population s'attendait déjà à la période de la récolte d'haricot presque plus le stock des vivres dans leurs ménages.		
<i>Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil</i>	La distance moyenne entre les villages de provenance et villages d'accueil varie d'un village à un autre. Mais a moyenne selon les interviewés, elles varient entrent 20km à 75 km, Malgré la distance réduite et le temps de parcours par certains ménages déplacés, ils ont peur de rentrer dans leur milieu d'origine même pendant la journée pour leur ravitaillement à cause de la présence des éléments des groupes armés.		
<i>Lieu d'hébergement</i>	✓ <u>Communautés d'accueil</u> • Sites spontanés • Centres collectifs	• Camps formels ✓ Autres, préciser <u>Maison cédée gratuitement par les propriétaires et celles de location</u>	

Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Le rétablissement de la paix dans leurs zones de provenance avec une garantie sécuritaire qui restent toujours sous l'occupation des forces et groupes armés négatifs. Quant au nouveau déplacement, il est probable car les affrontements restent permanents entre les FARDC et les forces et groupes armés car chacun(e) vise à contrôler les entités occupées l'autre.																		
Si épidémie : Depuis plus 160 jours, cette ZSR n'a connue aucun cas de la maladie en virus d'ebola mais les organisations intervenant dans la riposte sont toujours en alerte par rapport aux contrôles de celle-ci. La ZSR d'OICHA a déjà notifié 32 cas confirmés dont 20 guéris et 12 décès. Les contacts ont été vaccinés et suivis dans la même ZSR. S'agissant d'autres pathologies, il faut noter que la Malnutrition est endémique. Parmi, les populations touchées, il y a la population hôte et les personnes déplacées internes Selon les statistique de la zone de sante le paludisme est la pathologie la plus morbide et mortelle de la zone. Il est connu que le contexte sécuritaire à Beni (Ville et Territoire a montré une certaine accalmie précaire à partir de la fin de décembre 2019. Cependant, la dégradation consécutive de la sécurité due aux événements malheureux de ce mois de janvier février, 2020 ont produit des conséquences néfastes sur l'ensemble de la ZSR Mutwanga.																			
<table><tr><th colspan="5">Localisation des personnes affectées par cette crise (Epidémie)</th></tr><tr><th>Zones de santé</th><th>Cas confirmés</th><th>Cas suspects</th><th>Décès</th><th>Zone de provenance</th></tr><tr><td>Mutwanga</td><td>32</td><td>-</td><td>12</td><td>Beni, Mabalako.</td></tr></table>					Localisation des personnes affectées par cette crise (Epidémie)					Zones de santé	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance	Mutwanga	32	-	12	Beni, Mabalako.
Localisation des personnes affectées par cette crise (Epidémie)																			
Zones de santé	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance															
Mutwanga	32	-	12	Beni, Mabalako.															
Perspectives d'évolution de l'épidémie	La situation de la maladie en virus Ebola est maitrise dans cette zone de sante puisque nous sommes à plus de 165 jours sans cas.																		

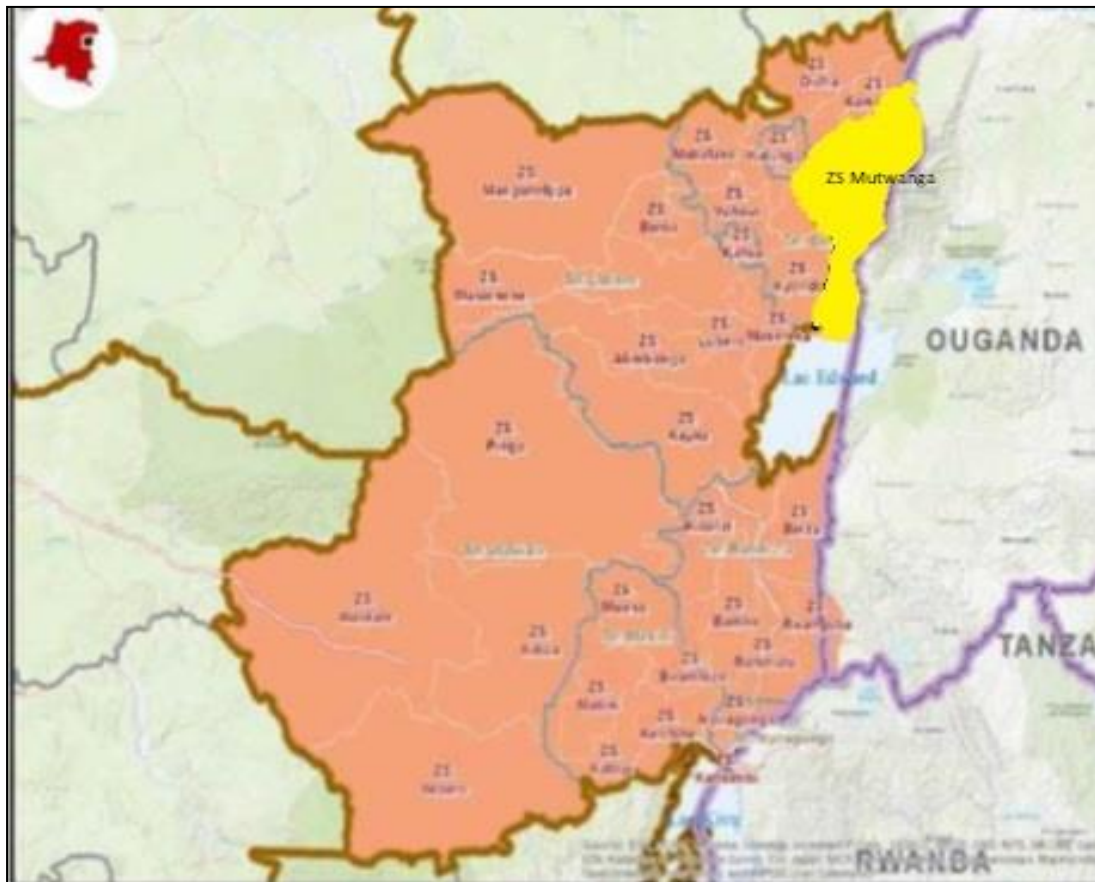
1.2 Profile humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Mouvement des populations	Wash et riposte contre Ebola	Halungupa, lume, rugetsi, masambo	SOCOAC	La population des 4 aires de sante
Mouvement des populations	Wash et santé	Halungupa, Rugetsi,	CARE INTERNATIONAL	
Mouvement des populations	Sécurité alimentaire		WOLD DE VISION et MAVUNO	
Epidémie	Riposte		UNICEF et SOCOAC	
Epidémie	Riposte		OMS, OIM	
Sources d'information			Rapports des interventions passées et en cours	

2 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	Le calcul de la taille de l'échantillon n'a pas été possible suite à l'absence des données des personnes déplacées/familles d'accueil dans la zone qui pourraient constituer notre population d'enquête. C'est ainsi que nous avons trouvé pertinent de constituer une taille 100 ménages dans cette zone de sante de Mutwanga(Bulongo, Lubiriha, Mwenda et Mutwanga) en se focalisant sur les ménages avec des critères suivants : 1) ménage avec femme allaitante ou femme grosse, 2) ménage avec des enfants perçus malnutris, 3) ménages hébergeant les personnes déplacées. Mais nous avons les informateurs clés dans différents secteurs tel que l'indique notre tableau des personnes contactées.
Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités	



Techniques de collecte utilisées

Pour atteindre les résultats de cette évaluation, nous avons procédé par :

Observation du milieu et Analyse de la situation : Celle-ci nous a permis d'appréhender certaines réalités qui peuvent échapper à l'outil de collecte ;

Interview libre et spontanée : Ceci nous a aidé à découvrir certains éléments en rapport avec le mouvement de la population, la façon de s'approvisionner en denrées alimentaires, les pathologies courantes etc ; (Questionnaires auprès des informateurs clés)

Focus group : ceci nous a permis d'engager de discussions avec les leaders locaux pour comprendre certaines réalités du milieu ;

Enquête ménages : qui consiste à identifier les ménages cibles/ déplacés à partir d'une base de sondage.

Pour identifier ces ménages dans la communauté, chaque membre de l'équipe a été accompagné par un membre de la communauté ou déplacé sous l'aval du chef de groupement.

Revu documentaire : des statistiques d'enregistrement des ménages déplacés (confère listes d'enregistrement des comites des déplacés)

Composition de l'équipe

Cette évaluation conjointe a été faite par socoac appuyées par la Commission Nationale de Réfugiés et les comités des déplacés:

- 1) SOCOAC : 4 Agents.
- 2) CNR : 1 Agent.

3 Besoins prioritaires / Conclusions clés

<i>Besoins identifiés (en ordre de priorité par secteur, si possible)</i>	<i>Recommandations pour une réponse immédiate</i>	<i>Groupes cibles</i>
Sécurité alimentaire/ Vivres et moyens de subsistance (Haricot, maïs, manioc, arachide, huile, manque de moyen financier pour faire une Activité Génératrice de Revenu et élevage des petits bétails.)	- Assister urgemment en vivre 8501 ménages nouveaux déplacés à Bulongo, Lubiriha et Mwenda - Appuyer les ménages déplacés les moyens financiers pouvant leur permettre de développer les activités génératrices de revenu ; - Faire un plaidoyer auprès des autorités politico-militaires en augmentant les effectifs des éléments - (FARDC et PNC) pour rétablir la paix et la sécurité dans les zones de provenance pour leur permettre d'accéder à leur activité principale de l'agriculture ; - Appuyer en intrants agricoles et renforcement des capacités des agriculteurs autochtones vulnérables de la zone affectée par les mouvements des populations.	Ménages déplacés et familles d'accueil
- Articles Ménagers Essentiels et Abris : Manque de moyen financier pour acheter les matériaux de construction, et d'achat des AME (Casseroles, habits femmes et enfants, bidons, bassins pour transporter et stocker l'eau	-Assister en AME et Abri 8501 ménages nouveaux déplacés à Bulongo, Lubiriha et Mwenda. Faire un plaidoyer et lobbying en vue d'assister en AME les familles d'accueil dans cette zone de santé.	Ménages déplacés et familles d'accueil
- Education : absence des Salles de classe pouvant accueillir les enfants élèves déplacés, manque des fournitures aux enfants élèves déplacés, manuels scolaires, matériels didactiques	-Ouvrir des classes de récupération pour permettre aux enfants des nouveaux déplacés de clôturer l'année scolaire 2019-2020 encours ; -Mettre en place un programme d'espace ami d'enfants à Bulongo, Mutwanga, Kasindi, Lubiriha, Mwenda,... -Distribuer les manuels pour élèves et enseignants, -Distribuer les matériels didactiques dans les écoles de la zone, -Former des enseignants sur le programme d'éducation d'urgence ;	Les enfants élèves déplacés

	-Réhabiliter des salles de classes et latrines des écoles de la zone d'accueil ; -Renforcer l'équipement en mobiliers (pupitres, tables enseignant et tableaux) -Faire un plaidoyer pour la mécanisation et la paie de l'enseignante nouvelle unité.	
- Protection : Non-respect des droits de l'homme par les Groupes armés, absence de structures de protection et de référencement des cas de protection et la faible communication sur les cas de protection.	-Rétablissement de la paix dans les milieux de provenance ; -Faire un plaidoyer et lobbying au ministère de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel en vue d'organiser une activité spécifique de rattrapage en faveur des enfants déplacées dans les écoles de Bulongo, Mutwanga, kasindi, Lubiriha, Mwenda,... pour leurs permettre de finir cette année scolaire 2019-2020 ; -Renforcer les éléments de la présence des FARDC et PNC dans les milieux pour le retour rapide des déplacés, -Sensibiliser les communautés sur l'importance de la cohabitation pacifique ; -Organiser des formations en divers métiers avec appui en AGR pour un encadrement adéquat aux jeunes pour atténuer ce fléau de prostitution reçurent a Bulongo, Mutwanga, kasindi, Lubiriha, Mwenda,... ; -Sensibiliser des chefs des forces et groupes armés sur les respects des droits des enfants, du respect des droits humains et de la résolution 1612 et la convention des Nations-Unies sur l'élimination des toutes formes de violences à l'égard des femmes, (CEDEF) et celle des droits des enfants, (CDF), la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies (du 31 Octobre 2000), la résolution 1820 adoptée en juin 2008 exigeant des mesures efficaces pour prévenir et réprimer les actes de violences sexuelles, la résolution 1888 adoptée le 30 septembre 2009, protégeant les femmes et les enfants des violences sexuelles durant les conflits et ainsi d'autres....	Toute la communauté

- Eau, hygiène et assainissement	-Faire un plaidoyer auprès du Cluster Wash pour trouver un partenaire pourra intervenir dans cette zone pour les déplacés en particulier et à toute la population en général étant donné que les capacités des partenaires présents dans la zone ne couvrent pas toute la zone de santé; -Disponibiliser et installer les kits de plus de lavage à main publics et former les comités d'hygiène ; -Distribuer les kits d'hygiène familiales aux ménages déplacés -- Redynamiser les structures existantes (les comités VEA, les relais communautaires et leaders locaux) pour sensibiliser la communauté sur la bonne pratique d'hygiène et assainissement du milieu, approche écoles et villages assainis à intégrer dans les territoires évalués ; -Organiser un transfert de cash conditionnel pour la construction des latrines familiales au sein des communautés puisque le nombre des personnes dans les familles d'accueil augmente ou double carrément.	Toute la communauté
- Santé et Nutrition	-Faire un plaidoyer et lobbying dans le cluster santé en vue d'appuyer en médicaments les structures sanitaires dans cette zone de santé puisque CARE INTERNATIONAL prend une partie seulement ; -Faire une sensibilisation auprès des populations sur l'importance de se laver les mains régulièrement.	Certaines structures de la zone de santé
- Moyens de subsistance AGR (Vente des vivres)	Assistance en cash pour consolider les mécanismes de survie développés par les ménages déplacés dans la zone d'accueil.	Ménages déplacés plus vulnérables
- Logistique	-Faire un plaidoyer et lobbying dans le cluster logistique pour une réhabilitation des toutes les routes de dessertes agricoles pour faciliter non seulement l'acheminement de l'aide humanitaire mais aussi pour le suivi et le maintien de la sécurité de la zone	Toute la communauté

4 Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	Le risque de stigmatisation des personnes en souffrance est possible lors de des interventions en donnant priorité aux membres des familles et amis de ceux effectues l'identification. Mesures de mitigation : Impliquer activement les autorités coutumières, leaders d'opinion, société civile, groupes de pression, Tenir un langage simple et clair lors des sensibilisations et bien éclaircir les principes humanitaires, le mandat ainsi que la stratégie du ciblage, le rôle de l'ONG ainsi que le rôle de la communauté, les principes, critères qui guident le ciblage
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Le risque de stigmatisation des personnes en souffrance est possible lors de des interventions en donnant priorité aux membres des familles et amis de ceux effectues l'identification. Mesures de mitigation : Impliquer activement les autorités coutumières, leaders d'opinion, société civile, groupes de pression, Tenir un langage simple et clair lors des sensibilisations et bien éclaircir les principes humanitaires, le mandat ainsi que la stratégie du ciblage, le rôle de l'ONG ainsi que le rôle de la communauté, les principes, critères qui guident le ciblage
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	Rien à signaler

5 Accessibilité

5.1 Accessibilité physique

Type d'accès	La zone évalué est accessible par route. De Beni à Bulongo : 32 kilomètres. Goma- Bulongo via Rwanda et Ouganda : 473 kilomètres et Goma-Bulongo via Bunagana : 330 kilomètres La situation sécuritaire est relativement calme dans les villages d'accueil et sur la route Goma-Bulongo en passant par l'Ouganda. De Beni à Bulungo la sécurité n'est pas garantie suite aux opérations militaires de la traque des ADF en cours dans la zone mais aussi aux attaques sporadiques des groupes armés entre Goma et Beni.
---------------------	--

5.2 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	La situation sécuritaire dans la zone est volatile. Le contrôle sécuritaire est assuré par les FARDC, la PNC et les autorités administratives. Sous ce contexte, il s'observe un accès moyennement facile pour les humanitaires intervenant actuellement dans cette zone.
Communication téléphonique	Toute la zone est couverte par le réseau de communication Orange, Airtel et Vodacom avec des coupures dans certains coins. Ces deux réseaux de communication couvrent la grande partie de la zone.
Stations de radio	La voie de Bulongo et Mutwanga, Graben,

6 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

- Oui
 - ✓ **Non**
- Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.

Incidents de protection rapportés dans la zone

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Tuerie	HALUKUPA	Présumés ADF	33 Personnes dont	Ces 33 personnes civiles voulaient aller récolter dans leurs champs pour leur survie
Vol a mains armes	BULONGO	Non identifier	1	
Limitation des mouvements	Tous les villages occupés par les groupes armés		Tous les déplacés	qui veulent rentrer à la recherche de leur survie
Violence sexuelle	BULONGO	Civils	05	
Extorsion des biens	Les axes sous le contrôle de ces forces		Non connu	Quelques déplacés étaient dépouillés de leurs biens lors de leur fuite vers les zones de déplacement
Vols des récoltes	Tous les villages occupés par les groupes armés		Plusieurs	Les éléments des groupes armés ont récolté tout produit alimentaire dans les champs des populations civiles depuis septembre 2019 lors des incursions dans les entités sous leur contrôle.

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté

Dans la zone, les relations entre les groupes armés et les populations locales sont fragiles.

Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.

- ✓ **Oui**, dans cette zone il y a des Bureaux de Veille Humanitaire et plaidoyer pour le Mouvement de la population qui reportent sur les incidents et qui nous ont fourni tous ces éléments.
- Non

Impact de l'insécurité sur

Les ménages des déplacés et les familles d'accueils n'ont pas accès facile aux champs et à l'éducation des enfants. Les ménages déplacés ont difficile d'accéder aux soins de santé mais aussi les prix des différents produits et articles sur le marché ont augmenté.

l'accès aux services de base				
Présence des engins explosifs	• Oui, si oui, précisez _____ ✓ Non			
Perception des humanitaires dans la zone	En général, les humanitaires sont bien accueillis dans la zone,			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	////////////////	////////////////	////////////////	Absence des acteurs humanitaires pour l'intervention dans la zone
Gaps et recommandations	Rien à signaler			

6.2 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Oui ✓ Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.	
Classification de la zone selon le IPC	Rien à signaler	
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	Les mouvements récurrents des populations ont sérieusement affecté la capacité de production des populations déplacés et celles de familles d'accueil dans cette zone. Les hommes et femmes déplacés ont rapporté n'avoir pas accès à leur champs. Certains ont rapporté avoir raté plus d'une saison culturale. Les hommes et femmes IDPs et ceux des communautés d'accueil ont rapporté une carence de produits agricoles dans leur communauté et sur les marchés locaux dans les zones d'accueil conduisant ainsi à une hausse de prix sur le marché. La carence de produits agricoles et la hausse de prix ont été évoquées par les participants à l'évaluation comme facteurs clés qui limitent l'accès des IDPs et familles d'accueil aux provisions alimentaires. Les IDPs et familles d'accueil ont rapporté avoir perdu tous leurs élevages pendant la fuite, certains se sont faits piller leur élevage par les éléments des forces et groupes armés et d'autres abandonnés dans les villages pendant la fuite n'étaient plus retrouvés. Partant de la situation alimentaire observée sur terrain, de nombreuses familles (déplacés, familles d'accueils, familles résidents autochtones vulnérables) risquent de tomber dans une malnutrition si aucune solution immédiate n'est envisagée tant par le gouvernement que par les acteurs humanitaires. Partant de ce qui précède; voici quelques observation saillantes. Le score de consommation alimentaire est faible et il en est de même pour les ménages déplacés ainsi que les familles d'accueil. Cela est dû par les faibles revenus des ménages déplacés et familles d'accueil. En général, 70 % de la population des localités visitées vivent de l'agriculture, 20% sont des commerçants, 3% ont des emplois permanents, et 7% pour les travaux journaliers, la fabrication des braises, l'artisanat et l'élevage. Après analyse des données sur le score de consommation alimentaire, il ressort que sur 100 ménages enquêtés, 81 ménages, soit 81% ont un score de consommation alimentaire pauvre ; pendant que 12 ménages, soit 12% présentent un score de consommation alimentaire limité. En revanche, les 7 ménages soit 7% mènent une vie acceptable, donc (93%) des ménages enquêtés sont en-dessous de la moyenne vitale. Signalons que 77 ménages sur 100 vivent avec un ISS sévère, 24 sur 100 avec ISS modéré et 9 sur 100 avec un ISS légère.	
Production agricole, élevage et pêche	Les cultures principales dans les villages sont: le manioc, la banane, le haricot, le maïs, la colocase et les légumes (maraichers) y soient aussi cultivées. L'élevage s'y pratique à un faible pourcentage à cause du manque d'espace pour les animaux, vol des bêtes par des forces et groupes armés et insuffisance des produits vétérinaires.	

La petite quantité des denrées récoltées est toujours destinée à la vente pour la prise en charge scolaire des enfants et soins médicaux. Par conséquent, le régime alimentaire de la zone est presque monotone (foufou de manioc aux légumes verts assaisonnés d'un peu d'huile de palme).

Les aliments sont difficilement diversifiés dans cette zone. Toutefois, les céréales, les légumineuses et les protéines animales sont consommés par une minorité des ménages mais à des faibles fréquences.

Les aliments consommés dans des ménages proviennent de différentes sources. L'huile, les légumineuses, les fruits, les protéines animales et les sucres sont souvent achetés au marché ou payés en nature après réalisation d'un travail journalier dans un champ. Certains aliments proviennent de la propre production des résidents tels que les céréales, les tubercules et les légumes verts. Certains ménages vivent grâce aux emprunts et dons mutuels.

Signalons que les déplacés récents n'ont pas accès à la terre pour cultiver. Par conséquent ils ne produisent pas.

Situation des vivres dans les marchés

Dans la zone où l'évaluation a été menée, nous avons identifié trois marchés dont : Centre de Bulongo, Kasindi, halungupa, kilya, Mutwanga, Lume

A cette période de l'évaluation, nous avons constaté la hausse des prix des denrées alimentaires suite à la période qui n'est plus de récolte mais aussi suite à l'arrivée massive de ménages déplacés dans cette zone. Les denrées visibles sur le marché sont : manioc, maïs, haricot et arachide, légumes, et autres en petite quantité car la grande quantité de la production agricole est achetée par les commerçants grossistes en provenance de Beni ville et Ouganda.

Signalons que Kasali/ Kazaroho reste un marché de site d'écoulement des produits agricoles pour les commerçants de Kiwanja et Goma.

A Bulongo le marché a lieu chaque samedi de la semaine et les prix des denrées alimentaires les plus cultivés et disponibles sur le marché sont de la manière suivante :

Denrées	Mesurage	Poids	Prix en FC à Bambo
Manioc farine	Kg (Murongo)	1	600
Sel	Sache	1	500
Haricot	Kg (Murongo)	1	1600
Maïs farine	Kg (Murongo)	1	700
Huile de palme	Bouteille d'un litre	1	800
Huile d'arachide	Bouteille d'un litre	1	2000

Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise

La plupart des IDPs vivent des travaux journaliers. Ils sont tenus de travailler à longueur des journées pour avoir la nourriture, peu importe la quantité et la qualité des aliments leur donner en compensation avec le travail réalisé.

Autrement dit, leurs principales sources de nourriture sont des travaux journaliers dans des champs des résidents, d'où ils reçoivent la rémunération en vivres qu'ils ont encore envie de vendre dans le village pour couvrir d'autres besoins des ménages.

Au cas où, ils sont payés en monnaie, ils gagnent 1000fc la journée, ce qui est très insuffisant pour couvrir les besoins de leurs ménages.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Appuis agricole et semence	Wold visio et Mavuno	-	-	Absence des acteurs humanitaires pour l'intervention dans la zone

Gaps et recommandations

Les ménages déplacés n'ont pas accès aux vivres. Leur alimentation est constituée de fufufu de manioc aux légumes verts.

Ils consomment rarement des protéines animales. Il y a risque des cas de malnutrition dans la zone selon le rapport de la zone de santé de Mutwanga .

Recommandations :

✓ Organiser une assistance d'urgence en cash à multiples usages en faveur des déplacés et familles d'accueil.

Ceci leur permettra de répondre aux besoins diversifiés de leurs ménages en milieu d'accueil.

✓ Au vu de l'ampleur de la crise, développer des activités génératrices des revenus à impact rapide en faveur des ménages déplacés,

✓ Mener des plaidoyers pour la sécurisation des productions agricoles.

✓ Initier des jardins potagers et fournir des semences au cas où l'accès aux champs proches est garanti.

6.3 Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Oui ✓ Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.	
Impact de la crise sur l'abris	Dans les discussions avec les populations déplacées, il est ressorti que dans leur fuite ils n'ont pas eu la possibilité de collecter leurs articles ménagers essentiels avant leur fuite. Dans les villages d'accueil, les ménages sont amenés à partager leurs articles non alimentaires avec les ménages déplacés. il ressort dans l'ensemble que les populations déplacées n'ont pas accès aux NFI. 100% de populations déplacées et familles d'accueils dans les villages ciblés par ces évaluations ont déclaré n'avoir pas accès aux NFI pour leur usage quotidien. Ceux si ont rapporté s'être déplacé plusieurs fois, dont la perte continue de leurs articles ménagers essentiels.	
Type de logement	• Partage d'une Maison sans frais • Partage d'une Maison avec frais (travail) • Maison propre • Maison louée ✓ <u>Maison empruntée gratuitement</u> • Maison occupée avec l'autorisation de quelqu'un • Abris (de fortune ou amélioré) près du village / Ville/ cité • Abris (de fortune ou amélioré) isolé	• Abris (de fortune ou en matériaux locaux) construit sur la parcelle d'une famille d'accueil contre paiement ou services rendus (travail) • Abris (de fortune ou en matériaux locaux) construit sur la parcelle d'une famille d'accueil gratuitement • Site spontané • Centre collectif (école, église, etc.) • Camp de réfugiés • Pas d'information ✓ Autre : <u>Parcelles offertes gratuitement</u> Si logement en location, indiquer le prix estimatif _____
Accès aux articles ménagers essentiels	Globalement, les ménages déplacés ont connu des pertes des articles ménagers essentiels lors des multiples fuites en répétition. En familles d'accueil, ils sont en train de les utiliser à plus de 1 service, une casserole ou bassines pour les fins de leurs ménages. Bref, fautes des moyens financier, les déplacés et certaines familles vulnérables de la zone évaluée, sont en difficulté pour se procurer des articles ménagers essentiels dans les marchés locaux. Dans la logique de cette évaluation et par rapport à ce que présente la figure ci-dessus, l'analyse de score de disponibilité concerne essentiellement les articles essentiels ménagers de première nécessité dans les ménages, qui ont été tirés parmi tant d'autres lors des enquêtes sur terrain, tels qu'une trousse d'habits complets (avec un score 3,7), des casseroles (avec un score 3,8), des couvertures et draps de lits (avec un score 3,9), des matelas, nattes et lits (avec un score 4,3), de moustiquaire (avec un score 4,0) et des houes (avec un score 4,5). Ces résultats révèlent une forte vulnérabilité en AME, car ils présentent un score inférieur à la moyenne de 3, 5. D'une manière générale les présents villages ont un coefficient de gini 0, 38	

Possibilité de prêts des articles essentiels	Les discussions avec les IDPs dans la zone évaluée ont ressorti que le non possession des articles ménagers essentiels est généralement lié du fait que les populations en se déplaçant ils n'arrivent pas à collecter leurs biens de ménages et parfois ils sont surpris dans les activités de champs ou de marchés. En termes de besoins prioritaires en AME exprimés par les IDPs et ménages d'accueil, le besoin en vêtement vient en premier 88%, suivi de couverture et literie à 78% et ustensile de cuisine à 73%. Sur toute la zone, entre 86-100% de personnes interviewées confirment la rareté des AME sur les marchés mais aussi le manque des moyens financiers pour s'en procurer dans le marché.			
Situation des AME dans les marchés	On ne trouve pas les AME en grande quantité sur le marché local et par conséquent les articles trouvés sur le marché leurs prix sont élevés, ce qui constitue un obstacle pour les ménages déplacés d'accéder à ces articles d'autant plus que ce sont de familles qui vivent sans emploi et au dépend des autres.			
Faisabilité de l'assistance ménage	En cas d'une éventuelle intervention humanitaire dans cette zone évaluée, Impliquer toutes les parties prenantes, les représentants des associations des jeunes en tenant compte de l'équilibre du genre dans la mise en œuvre des activités.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	////////////////	////////////////	////////////////	Absence des acteurs humanitaires pour l'intervention dans la zone
Gaps et recommandations	Pas des récipients de stockage d'eau, Pas de support de Couchage pour les déplacés. Recommandations : ✓ Assister en AME et Abri 8501 ménages nouveaux déplacés à Bulongo, kasindi, Mutwanga et Mwenda avec l'approche Cash à multiples usage, ✓ Faire un plaidoyer et lobbying en vue d'assister en AME les familles d'accueil dans cette zone de Mutwanga.			

6.4 Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Oui ✓ Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.
Moyens de subsistance	De l'analyse de données qualitatives et quantitatives collectée auprès des hommes, femmes, filles et garçons IDPs et familles d'accueil, on note que dans la Zone de santé de Mutwanga ciblée par l'évaluation, le principal moyen de subsistance est l'agriculture (70-80%), le petit commerce (15-20%), élevage (4-5%) avant la crise. Dans les discussions et entretiens individuels, il se dégage qu'avec la fuite de populations, les

	IDPs ont abandonné leurs champs et donc coupés de leur moyen principal de survie. Dans cette zone d'accueil, les participants aux discussions ont rapporté n'avoir pas accès à leurs champs suite à la présence de groupes armés dans les villages où ils cultivent et le risque de violences et kidnapping dans ces villages			
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	Le revenu mensuel des ménages déplacés est en moyenne de 25000FC. Ce qui ne les permet pas de subvenir à leurs besoins des ménages. Dans la plupart de cette zone évaluée. Il n'existe pas de mécanisme alternatif de survie pour les ménages des déplacés, les initiatives de développement des activités génératrices des revenus n'existent pas pour des raisons suivantes : ❖ Manque d'accès aux champs pour la constitution du capital de base, ❖ Manque d'accès aux crédits, ❖ Réactiver les approches AVEC en créant l'épargne, ❖ Instabilité sécuritaire dans certains villages, ❖ Manque des connaissances sur l'entrepreneuriat et les métiers.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucun	////////////////	////////////////	////////////////	Absence des acteurs humanitaires pour l'intervention dans la zone
Gaps et recommandations	Les ménages déplacés ont perdu leurs moyens de subsistance lors de la crise. Ils ne sont plus à mesure de répondre aux besoins vitaux de leurs foyers. Vu que les villages évalués ne disposent pas d'espaces de culture suffisants pour leur permettre de pratiquer l'agriculture, une intervention en cash est nécessaire afin de permettre à ces ménages déplacés de se constituer des AGR.			

6.5 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	Il existe au moins des marchés sur l'axe Bulongo qui fonctionnent chaque jour à part le centre de Bulongo et celui de Mutwanga. il ya possibilité d'organiser le cash en faveur des ménages déplacés et familles d'accueils puisque les vivres, les vêtements, AME, intrants agricoles, les bêtes, les matériaux de construction tels que les tôles, etc. On peut aussi organiser les foires en vivres et NFI. Comme signale ci-haut, dans cette zone en comptant sur les quelques commerçants semi-grossistes dans ces deux centres sans mettre de côté l'implication des grands commerçants en provenance de Beni et Kasindi comme proposé certains participants aux focus groups et certains informateurs clés rencontrés. Signalons qu'à part de petites maisons d'Orange money et
----------------------------	--

	M-pesa à faible capacité, il n'y a pas une autre IMF (Institution des Micros Finances) dans la zone.
Existence d'un opérateur pour les transferts	Il ya existence d'un micro finance a Bulongo (Merceco). Des cash points de transfert Orange Money, Airtel Manny et M-pesa existent avec des faibles capacités, Cependant, il faudra au préalable négocier avec les responsables de Beni sur la possibilité de déplacer leurs guichets vers les zones identifiées.

6.6 Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Oui ✓ Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.
Risque épidémiologique	Le constat révélé que le nombre des points d'eau sont insuffisants, ceci entraine un fil d'attente aux points existant, certains robinets ne sont pas alimentés en eau. il y a risque que les maladies d'origines hydriques puissent se développer dans cette zone. Les ménages déplacés ainsi ceux des familles d'accueil s'approvisionnent en eau dans des sources non aménagées.
Accès à l'eau après la crise	Les discussions conduites avec les hommes, les femmes, garçons et filles dans les focus groups dans cette zone par cette évaluation, il ressort que le défi en eau potable est très majeur dans cette zone car les bornes fontaines sont insuffisante et ceux existe méritent une réhabilitation. Ces derniers s'approvisionnent en des sources non aménagées, en dépit de cela il s'observe que les ménages déplacés et familles d'accueil n'ont l'accès à l'eau potable qui reste un défi. il s'observe aussi le problème de maintenance du système d'approvisionnement en eau pour le peu de sources aménagées.

Zones	Types de sources	Ratio (Nb personnes x point d'eau)	Qualité (qualitative : odeur, turbidité)
Zone 1	Rien à signaler	Rien à signaler	Rien à signaler

Type d'assainissement	Rien à signaler	Défécation à l'air libre : • Oui ✓ Non
------------------------------	-----------------	---

Village déclaré libre de défécation à l'air libre	✓ Oui • Non			
Pratiques d'hygiène	Le problème d'hygiène et assainissement a été soulevé les différentes couches rencontrées par cette évaluation. Il ressort de nos discussions et entretiens individuels un nombre réduit de latrines dans cette zone puisque certains ménages et surtout des ménages déplacés ne disposent pas des latrines. Plusieurs femmes IDPs et des familles d'accueil dans les discussions ont déclaré être trop inquiètes par rapport aux nombres limités de latrines dans leurs milieux de vie qui leur poussent de chercher à faire leur besoin dans les parcelles voisines. Les quelques latrines existantes sont non hygiénique			
Réponses données				
Réponses données	Organisation s impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Réhabilitation de cinq km d'adduction	CARE ET SOCOAC	Zone de santé Mutwanga, nzenga, kalembo, kisma	Population locale	
Aménagent et réhabilitation des sources d'eau	CARE ET SOCOAC	Lume, Halingupa, Kitokoli, Rungetsi et Masambo	Population locale	
Appuis des structures de santé	MEDAIR	Manzanga, lubiriha ,..	Population locale	
Gaps et recommandations	Insuffisance des latrines dans les ménages en toute globalité, aux EP et FOSA, manque des dispositifs de lavage des mains dans les ménages et sites publics, absence d'eau dans certains robinets. De ce fait, il faudrait renforcer le nombre des latrines aux EP et FOSA, appuyé, les EPI, FOSA et les sites publics en dispositif de lavage des mains, la construction des latrines dans des ménages déplacés ainsi que les familles d'accueil.			

6.7 Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• OUI ✓ NON
Risque épidémiologique	Ayant été limité par le temps et l'indisponibilité des certaines ressources humaines ayant les données fiables en cette matière, nous n'avons pas pu réaliser l'évaluation nutritionnelle dans la zone mais nous nous sommes servis des données secondaires disponibles au niveau de l'Hôpital Général de Référence de Mutwanga. Hygiène et assainissement : latrines non hygiéniques constituent un risque épidémiologique.

	Des nos entretien avec les déplacés, ils nous ont révélé que les soins sont payants puisque le contrant de gratuite a déjà pris fin .					
Impact de la crise sur les services	Rien à signaler					
Indicateurs santé (vulnérabilité de base)						
Indicateurs collectés au niveau des structures	CS1	CS2	CS3	CS4	Moyenn e	
Taux d'utilisation des services curatifs	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aigües (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	
Services de santé dans la zone	Compléter le tableau ci-dessous :					
Structures santé	Type	Capacité (Nb patients)	Nb personnel qualifié	Nb jours rupture médicaments traceurs	Point d'eau fonctionnel	Nb portes latrines
RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS
Réponses données						
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nb/Type des bénéficiaires		Commentaires	
RAS	RAS	RAS	RAS		RAS	
Gaps et recommandations	➤ Insuffisance des produits pharmaceutiques dans les structures ; ➤ Insuffisance/manque des matériels et équipements au niveau des structures sanitaires ; ➤ Manque de partenaire pour la réhabilitation des infrastructures de traitement des déchets dans la zone de santé. Recommandations : ✓ Appuyer ces Structures Sanitaires en avec deux interventions en santé/nutrition, ✓ Approvisionner ces structures sanitaires en médicaments essentiels, ✓ La construction/réhabilitation des infrastructures en eau, ✓ Organisation des dépistages actifs et passifs en nutrition chez les enfants de 6 à 59mois dans toutes ces aires de santé ;					

- ✓ Approvisionner ces structures en intrants nutritionnels,
- ✓ Renforcer la sensibilisation sur les actions essentielles en hygiène (pratiques ✓ familiale),
- ✓ Former le corps soignant.

6.8 Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Oui ✓ Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.																						
Impact de la crise sur l'éducation	Rien à signaler			✓ Oui, Si oui, depuis la rentrée scolaire jusqu'à nos jours																			
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Les déplacements des populations dans l'ensemble dans cette zone couverte par l'évaluation ont conduit à la rupture scolaire des enfants en déplacement, selon les informateurs clés, les entretiens avec les focus groups, les entretiens individuels et nos observations pendant l'évaluation. Les affrontements réguliers entre les forces et groupes armés avec les FARDC ont poussé beaucoup d'enfants à interrompre les cours. Dans tous les villages de provenance et même dans la zone d'accueil. <table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Total</th> <th>Filles</th> <th>Garçons</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Populations autochtones</td> <td>Pas d'accès aux données</td> <td>Pas d'accès aux données</td> <td>Pas d'accès aux données</td> </tr> <tr> <td>Déplacées</td> <td>Pas d'accès aux données</td> <td>Pas d'accès aux données</td> <td>Pas d'accès aux données</td> </tr> <tr> <td>Retournées</td> <td>Pas d'accès aux données</td> <td>Pas d'accès aux données</td> <td>Pas d'accès aux données</td> </tr> </tbody> </table>							Catégorie	Total	Filles	Garçons	Populations autochtones	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Déplacées	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Retournées	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données
Catégorie	Total	Filles	Garçons																				
Populations autochtones	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données																				
Déplacées	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données																				
Retournées	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données																				
Services d'Education dans la zone	Le tableau ci-dessous : Pas d'accès aux données																						
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Ecoles</th> <th>Type</th> <th>Nb d'élèves</th> <th>Nb enseignants</th> <th>Ratio élèves/enseignants</th> <th>Ratio élèves/salle de classe</th> <th>Point d'eau fonctionnel <500m</th> <th>Ratio latrines/élèves (F/G)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Pas d'accès aux données</td> <td>Pas d'accès aux données</td> <td>Pas d'accès aux données</td> <td>Pas d'accès aux données</td> <td>Pas d'accès aux données</td> <td>Pas d'accès aux données</td> <td>Pas d'accès aux données</td> <td>Pas d'accès aux données</td> </tr> </tbody> </table>								Ecoles	Type	Nb d'élèves	Nb enseignants	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle de classe	Point d'eau fonctionnel <500m	Ratio latrines/élèves (F/G)	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données
Ecoles	Type	Nb d'élèves	Nb enseignants	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle de classe	Point d'eau fonctionnel <500m	Ratio latrines/élèves (F/G)																
Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données																

Total ou moyenne	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données	Pas d'accès aux données
Capacité d'absorption	Pas d'accès aux données suite à l'indisponibilité des personnes à titrer.						
Réponses données							
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires			
Aucune	Aucune	Aucune	Aucun	Absence des acteurs humanitaires pour l'intervention dans la zone			
Gaps et recommandations	➤ Besoin de la construction des locaux et/ou salles pour le programme d'éducation d'urgence en faveur des enfants déplacés, ➤ Besoins des kits scolaires, fournitures scolaires, ➤ Besoin des formations des enseignants et membres de COPA dans toutes les écoles sur le programme d'éducation en urgence, ➤ Besoins des frais scolaires des retournés, ➤ Besoins en cantine scolaire pour les enfants de de 5 à 11 ans, ➤ Besoins en réinsertion socio-économique des jeunes filles et garçons désœuvrés.						
	Recommandations : ✓ Ouvrir des classes de récupération pour permettre aux enfants des nouveaux déplacés de clôturer l'année scolaire 2019-2020 encours ; ✓ Mettre en place un programme d'espace ami d'enfants à Bulongo, Mutwanga , kasindi et Mwenda; ✓ Distribuer les manuels pour élèves et enseignants, ✓ Distribuer les matériels didactiques dans les écoles de la zone, ✓ Former des enseignants sur le programme d'éducation d'urgence ; ✓ Réhabiliter des salles de classes et latrines des écoles de la zone d'accueil ; ✓ Renforcer l'équipement en mobiliers (pupitres, tables enseignant et tableaux) ✓ Faire un plaidoyer pour la mécanisation et la paie des enseignants nouvelles unités et non payés.						

7 Annexes

Annexe 1 : Quelques images illustratives de l'évaluation

Annexe 2 : Contacts de l'équipe d'évaluation

Noms	Fonctions	N° Contacts
Janvier BADHERA	Chef des programmes de la SOCOAC	+243 990690929
Augustin MASIMENGO	Charge de suivi et Evaluation de la SOCOAC	+243 994047624
Moise ZALUKE	Mobilisateur communautaire à Halungupa	+243 995424265
Eugene MUSHAMALIRWA	Mobilisateur communautaire à Rungtsi	+243 974530888
Denise NDALIKO	Promotrice santé	+243 992131118